

Tirs de mortiers contre les policiers à Grigny : les limites de la propagande comme programme sécuritaire



Fin 2012 : la Grande Borne et Grigny 2, deux quartiers de Grigny sont classés en Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP).

8 octobre 2016 à Viry-Châtillon, ville limitrophe de Grigny : tentative de meurtre de quatre policiers, qui gardaient une caméra de vidéo-surveillance. Démonstration par les faits que les ZSP était un simple plan de com'.

8 février 2019 : la Grande Borne et Grigny 2 deviennent Quartiers de Reconquête Républicaine (QRR).

Nuit du 12 au 13 juillet 2019 à Grigny : attaque au mortier de policiers et de pompiers, ainsi que jet de pavés. Aucun assaillant interpellés.

8 septembre 2019 à Grigny : nouvelle attaque au mortier de policiers. Démonstration avec confirmation que les QRR n'est qu'un vaste plan com'.

Le problème d'insécurité n'est pas nouveau. Mais le nouveau monde de Monsieur MACRON est aussi incompetent que l'ancien monde en la matière.

Mais qu'attendre d'un plan rédigé par des technocrates dans des salons feutré ? D'un Ministre de l'Intérieur qui va faire la fête pendant que les policiers sont sur le terrain ? D'un Président de la République qui pose avec des dealers, méprisant tellement la République que l'un d'eux n'hésite pas à faire un doigt d'honneur ?

Il est vrai que le nombre de policiers n'est pas extensible, mais aucune politique de recrutement sérieuse n'est à l'œuvre. Les heures supplémentaires explosent.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Christophe CASTANER et Monsieur le Directeur Général de la Police Nationale (DGPN), Éric MORVAN ne peuvent nous déployer à fois pour réprimer la contestation populaire et le crime organisé. Ils ont fait leur choix.

Notre syndicat demande une nouvelle fois :

- Une doctrine de maintien de l'ordre basée sur la désescalade de la violence, à la fois pour garantir la liberté de manifester en sécurité, mais aussi libérer des moyens ;
- Une présence massive et permanente de policiers dans les zones, où le Ministère de l'Intérieur ne nous donne pas les moyens d'assurer la sécurité de tous ;
- Que les poste SUEP soient bien réservés à des collègues qui vont exercer réellement et non à des permanents syndicaux, pour mettre de « l'huile dans les rouage » ;
- La démission de Monsieur le ministre de l'Intérieur et du de Monsieur le DGPN.

« Il est facile d'être courageux avec une distance de sécurité » ESOPE